



68th IFLA Council and General Conference

August 18-24, 2002

Code Number: 109-094-F
Division Number: VI
Professional Group: Management of Library Associations
Joint Meeting with: -
Meeting Number: 94
Simultaneous Interpretation: -

Pensées provocatrices d'une nouvelle génération de bibliothécaires

Bernard Dione

Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes
Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Dakar, Sénégal

Résumé

Etre bibliothécaire dans nos pays, c'est être confronté au triple défi d'une image socio-professionnelle négative, d'une infrastructure en matière de bibliothèque et d'offre de lecture trop faible et enfin de la difficulté à suivre l'évolution scientifique sur le plan international. Face à cette situation, certains de nos aînés ont émergés du lot, mais beaucoup sont restés dans l'anonymat ou ont changé de profession. Arrivés très jeunes dans la famille de la bibliothèque, de jeunes bibliothécaires se battent pour changer le paysage professionnel national en tentant de mettre en place une association qui soit le porte parole de toute la communauté professionnelle. Le maître mot : lobbying.

Le combat pour rendre à l'information scientifique sa mission première, qui est de favoriser l'échange des idées entre les chercheurs et de contribuer par là-même au progrès de la science et de la société, est encore loin d'être gagné en Afrique en général. De même, l'offre de lecture devant permettre au citoyen d'accéder librement à l'information pour se former, s'épanouir et se forger un jugement libre est encore faible, voire inexistante. En effet, nous n'avons pas encore de bibliothèques dignes de ce nom. Pour prendre un exemple que je connais bien, au Sénégal, la lecture publique est encore très embryonnaire,

comme le montre une enquête¹ effectuée par l'ASBAD pour le compte de la nouvelle Direction du Livre et de la Lecture ; la Bibliothèque nationale est à l'état de projet ; mis à part l'effort des centres culturels étrangers, l'offre de lecture est très faible. Dans ce climat général de marasme la seule lueur vient des bibliothèques universitaires.

C'est connu, l'image de marque du bibliothécaire n'est pas souvent valorisante². De surcroît, en Afrique, 70 % de la population est rurale, et une grande partie est analphabète les bibliothécaires n'ont pas souvent pu relever le défi de prendre en considération cette population et ses besoins. Les pouvoirs publics n'ont pas fait de l'accès à l'information de cette grande masse une priorité. On peut comprendre que l'inexistence de grandes institutions de bibliothèques (sauf dans le domaine académique) ait contribué à renforcer la méconnaissance du rôle de la bibliothèque et partant l'image de marque négative du bibliothécaire. Je me souviens encore à dix neuf ans quand j'ai réussi au concours d'entrée à l'Ecole des bibliothécaires, concours pour lequel nous étions plus de sept cents, mes parents ne pouvaient pas comprendre que je renonce à étudier le droit pour opter pour un travail de « rangeur » de livre.

Et voilà que l'arrivée des TIC renforce cette image négative. L'annonce de la mort prochaine du livre fait que certains affirment que le bibliothécaire et la bibliothèque comme lieu physique ne devraient pas non plus survivre. Aussi, le bibliothécaire, homme de culture et humaniste, devrait se transformer en concepteur de bases de données et autres spécialistes de moteurs de recherche. J'ai entendu une personne très sérieuse suggérer la suppression de la section Bibliothèque de l'EBAD pour ne conserver que la Documentation, car me disait-elle, ils ne trouvent pas d'emploi et s'ils en trouvent ils sont de toute façon, les plus mal payés du monde. Donc, certains voudraient déjà, que nous passions à un vaste marché d'informations numériques où chacun serait libre, de chez lui, de choisir son information. Cette situation serait l'idéal, sauf que pour l'instant, chacun n'a pas encore, chez lui, un ordinateur et n'est pas capable de payer la connexion. Et que même si par la magie des partenaires au développement (on ne dit plus bailleurs de fonds !), on dotait chacun d'un ordinateur, l'analphabétisme (dans les langues dites internationales surtout) ferait qu'il serait incapable de l'utiliser. Il faut ajouter à cela la faiblesse de l'infrastructure télécom dans nos pays.

Dans une telle situation, certains de nos aînés ont réussi à faire une carrière remarquable. C'est à eux que nous devons toute la législation prise depuis 1976 sur les bibliothèques et les premières associations professionnelles qui ont fusionné pour donner l'ASBAD. Mais beaucoup ont abandonné, ont changé de profession ou, en désespoir de cause ont attendu, dans l'anonymat, le plus total leur retraite.

De cette génération nous avons aussi hérité et continuer les querelles souvent trop ad hominem. C'est un des problèmes que nous tentons de résoudre aujourd'hui au niveau de notre association. Aussi, la situation de chômage des professionnels des bibliothèques, de plus en plus jeunes, contribuent à démobiliser nos membres. Comment faire du bénévolat au niveau d'une association quand la majorité n'a pas le minimum ? De même, les professionnels en exercice vivent une situation d'indigence économique, du fait du niveau bas de leurs salaires.

Ce panorama très peu incitatif, crée une situation de malaise profond dans laquelle les gens se trompent souvent de cible. C'est ainsi que l'on soupçonnera ceux qui se battent pour aller de l'avant d'être des ambitieux embusqués voulant utiliser l'association comme tremplin, et j'en passe.

¹ ASBAD. Enquête sur les bibliothèques publiques au Sénégal. Dakar : Direction du Livre et de la Lecture, 2002

² The Status, Reputation and Image of the Library and Information Profession : proceedings of the IFLA Pre-Session Seminar, Delhi, 24-28 Aug. 1992 .ed. by Russell Bowden and Donald Wijasuriya. München : K. G. Saur, 1994. - 228 p. ; 22 cm. - (IFLA Publications ; 68).

Voilà dans sa rigueur, la situation des professionnels de l'information documentaire telle que je l'ai vécue subjectivement. Comment faire une association solide capable de relever des défis aussi aigus ?

C'est la question que notre équipe s'est posée depuis le début de son mandat débuté en juillet 2000. L'une de nos priorités a été de dépersonnaliser notre association en la dotant d'un siège fonctionnel. L'EBAD nous y a aidé en nous prêtant un local. Mais nous gardons jalousement notre indépendance. Désormais chacun peut venir au siège s'informer, travailler, participer aux réunions du bureau ou du comité directeur. Du moment où les séances sont publiques, l'idée d'une association – « bande de copains » commence à se réduire. Mais les préjugés ont la peau dure. Aussi, le siège a-t-il fait naître d'autres problèmes liés à sa gestion et aux charges récurrentes qu'il génère.

Il nous a fallu aussi mettre en place un système de gestion des membres. Avant on pouvait être membre sans posséder la carte de l'association, sans cotiser et sans participer aux activités. Il suffisait d'attendre la date de l'assemblée générale de renouvellement pour venir se faire élire et disparaître jusqu'à la prochaine échéance. Maintenant l'association a mis en place des procédures de gestion et de fonctionnement rigoureuses.

En somme sur le plan interne, des efforts ont été faits. Sur le plan international, nous avons cherché à avoir le soutien d'associations du nord. Celles-ci plus anciennes, plus expérimentées et plus fortes pouvaient nous aider à gagner la bataille du lobbying que nous souhaitons engager pour faire que notre association soit reconnue par les pouvoirs publics comme une association d'intérêt public. Ce plan de lobbying visait à entretenir une communication active en organisant des ateliers de formation continue pour nos membres, des rencontres scientifiques et diverses autres manifestations. C'est pourquoi, l'idée de jumelage d'associations lancée au sein de l'IFLA nous a beaucoup intéressé. Nous avons pris des contacts avec beaucoup d'associations. Aucune de nos tentatives n'a réellement donné de résultat. Pourquoi, je ne saurais le dire vraiment. On peut seulement penser que le rapport entre associations professionnelles dans le domaine des bibliothèques obéit aussi au schéma géopolitico-linguistico-économique traditionnel qui régit l'ordre mondial avec ses pré carrés et ses zones linguistiques. Or, la seule identité que nous nous reconnaissons dans ce domaine est celle de bibliothécaire. Les langues sont pour nous des instruments de communication. Nous ne sommes en Afrique ni seulement anglophones, ni seulement francophones, ni seulement lusophones. Que ferions nous de nos langues locales et de nos ethnies si nous étions seulement cela. Nous parlons déjà nécessairement plusieurs langues locales. Nous sommes de cultures métisses et multilingues. Chaque pays africain est avant tout un creuset. La bibliothéconomie doit intégrer cette donne.

Nos maigres résultats sont-ils une raison de découragement ? Je ne le pense pas. En effet, même en Afrique, la bibliothèque doit rester le centre vital d'accès libre et démocratique au savoir et à la connaissance, un lieu d'échange et de partenariat avec nos populations, nos scientifiques, un lieu de formation pour nos jeunes étudiants. Plus que dans le domaine économique, il est nécessaire de mettre en place pour les pays moins nantis des programmes de soutien pour un accès libre et démocratique à la bibliothèque et au savoir. Un collègue, à qui je disais que nous devrions nourrir l'idée folle d'organiser une conférence de l'IFLA à Dakar m'avait répondu : « heureusement que toi même, tu reconnais que c'est une idée folle ! Qu'allons nous leur montrer comme bibliothèque ? Où allons-nous organiser les réceptions des délégués ? ». Il était encore plus choqué quand je lui ai dit que c'est justement pour tous ces problèmes que nous devons le faire. Nous devons montrer à la communauté internationale des bibliothécaires – l'IFLA est au fond au niveau professionnel ce que les Nations unies sont au niveau politique – que s'il y a des bibliothèques prestigieuses quelque part, il y a ailleurs où l'offre de lecture est quasiment inexistante. L'IFLA pourrait mieux sensibiliser nos pouvoirs publics - nos décideurs comme on dit - que ne le ferait notre association nationale. Mais ne rêvons pas. Il suffirait que l'IFLA travaille au renforcement des capacités des associations par des actions modestes et efficaces.

En tout état de cause, depuis notre mandat, nous mettons l'accent sur la visibilité de notre profession et de notre association. Nous tentons de nous approprier les sept pistes que suggère Elizabeth C. Reade Fong³ pour changer le cours des choses. Il nous faut accroître les compétences de nos membres dans les relations publiques par des actions concrètes de formation, réfléchir à un code de déontologie et une éthique professionnelle, nous engager dans les organisations et institutions nationales pour y renforcer l'image positive des professionnels, évaluer économiquement les services que nous offrons, optimiser la qualité de nos services et de nos produits documentaires, utiliser la terminologie des sciences de l'information afin de montrer que nous ne sommes pas de simples techniciens de l'organisation de l'information, et enfin, il nous faut intégrer la philosophie de nos décideurs. Ne me demandez pas comment nous allons faire tout cela. Je ne saurai vous répondre.

³ idem